

EXPLOSION DES DROITS D'INSCRIPTION : STOPPONS LA REFORME !

La direction de l'IEP veut augmenter les droits de scolarité à Sciences-Po jusqu'à 4000 euros, et cela dès la rentrée prochaine.

DE QUI SE MOQUE LA DIRECTION ?

A en croire les documents que la direction a miraculeusement découverts et diffusés ces derniers jours, augmenter la part des étudiants dans le financement de la FNSP permettrait de créer une logique de solidarité à l'intérieur de l'IEP et de démocratiser son recrutement. Or :

- Depuis deux ans, un groupe de travail a été créé sur le thème de la démocratisation, associant direction et syndicats. Il n'a jamais donné aucun résultat, malgré les multiples propositions de l'UNEF.

- Dans ce même groupe, une enquête devait permettre de connaître le profil sociologique de l'IEP et les raisons de la sous-représentation des étudiants issus des milieux défavorisés. Alors que les résultats nous étaient promis en février, nous attendons toujours.

- Il est faux de dire que l'aide sociale a progressé à Sciences Po. La masse financière consacrée à l'aide sociale a essentiellement augmenté parce que le nombre de boursiers d'Etat s'est accru. Autre preuve de l'évolution inquiétante de l'aide sociale à Sciences-Po : les plafonds ouvrant droit aux bourses et aux exonérations ont baissé l'an dernier. Où est l'effort financier en faveur de l'aide sociale ?

Plus d'argent pour quoi faire ? C'est la question que tous les étudiant-e-s se posent aujourd'hui. La direction cherche à culpabiliser les étudiant-e-s en prétextant faire de la solidarité. Mais baser le financement de l'IEP sur la contribution des étudiants implique forcément une sur-représentation des étudiants solvables, issus des familles à hauts revenus. Sinon, le système ne sera pas viable. De plus, cette logique conduit au désengagement financier de l'Etat et donc à la sortie du service public. L'argumentation biaisée de M. Descoings ne doit pas faire illusion.

DE L'ART DE CONTOURNER LA DEMOCRATIE ETUDIANTE

Depuis le début, la direction impose les termes du débat. Les élus étudiants n'ont pas été consultés et les besoins de financement ont été présentés comme inéluctables. Alors qu'elle avançait avec un projet déjà quasiment au point, elle annonçait à une commission sortie de nulle part que tout était « ouvert » concernant les modalités pratiques de cette réforme.

La consultation organisée sur le site Internet de Sciences-Po n'est qu'un simulacre d'« e-démocratie », elle ne laisse le temps à personne de s'exprimer. Alors que nous exigeons que tous les étudiants puissent donner leur avis sur l'avenir de l'IEP, la direction s'affole : elle impose un calendrier et tente le passage en force pour mettre en place cette réforme dès la rentrée, sans débat.

Ne pouvant pas discuter sereinement de ces décisions, l'UNEF, solidaire du collectif des étudiant-e-s contre la réforme, exige un moratoire.

**Grève générale lundi 12 mai
Mobilisation de tous les étudiants !**